

RAPPORT ANNUEL DU
REPRESENTANT DU CONSEIL SUPERIEUR

Au 1er janvier 1972 les effectifs scolaires s'élevaient à 7.930 élèves, ce qui constitue une augmentation d'environ 220 élèves par rapport au 1er janvier 1971. Le ralentissement du rythme de l'augmentation qui a déjà été constaté l'an dernier semble se confirmer. Il résulte pour une part des critères d'admission assez stricts que le Conseil supérieur a établi en 1967 et que les six Ecoles européennes appliquent rigoureusement. Il résulte d'autre part du manque de locaux de certaines Ecoles. C'est ainsi que l'Ecole européenne de Bruxelles a dû refuser l'admission à l'école maternelle des enfants âgés de moins de cinq ans.

L'Ecole européenne de Karlsruhe continue à se développer de façon très satisfaisante et atteindra sans doute cette année la population scolaire de 750 élèves pour laquelle les bâtiments ont été conçus.

L'Ecole européenne de Bergen poursuit également sa progression. Bien qu'elle soit plus lente, elle est cependant régulière et il est permis de dire à présent que l'Ecole a surmonté les grandes difficultés de croissance qu'elle a connues au cours de ses premières années.

Répartition des élèves par cycle d'études
au 1er janvier 1972

	<u>Maternel</u>	<u>Primaire</u>	<u>Compl.</u>	<u>Secondaire</u>	<u>Total</u>
Luxembourg	221	699	53	682	1655
Bruxelles	114	1124	-	1136	2374
Mol	161	479	-	396	1036
Varese	229	866	-	613	1708
Karlsruhe	64	355	-	287	706
Bergen	126	214	-	111	451
	915	3737	53	3225	7930

Corps enseignant au
1er janvier 1972

Luxembourg	97
Bruxelles	145
Mol	80
Varese	103
Karlsruhe	47
Bergen	31
	<u>503</u>

Le nombre d'élèves qui obtiennent le Baccalauréat européen augmente également d'année en année. En 1971, 251 candidats se sont présentés aux épreuves du Baccalauréat européen ; 215 candidats ont été reçus. Depuis 1959, date de la première session du Baccalauréat européen, 1.234 jeunes filles et jeunes gens ont achevé avec succès leurs études secondaires dans les Ecoles européennes.

Après ces brèves indications chiffrées, je voudrais commenter les principaux problèmes qui se posent actuellement dans le cadre des Ecoles européennes.

* * *

I. PROBLEMES DES LOCAUX

a) Ecole européenne de Luxembourg

Le nouveau bâtiment que le gouvernement luxembourgeois a construit au Kirchberg pour les classes primaires et maternelles a été achevé en 1971, comme le Directeur de l'Ecole l'a signalé dans son rapport.

Le gouvernement luxembourgeois prépare actuellement la 2ème tranche des travaux au Kirchberg : il s'agit de la construction du bâtiment destiné aux classes secondaires qui doit être achevé en septembre 1973. Si ce délai est respecté, l'Ecole européenne de Luxembourg n'aura plus de problèmes de locaux.

Je tiens une fois encore à remercier très chaleureusement le gouvernement luxembourgeois et sa délégation pour l'effort important qu'ils ont fait et qu'ils font en faveur de l'Ecole européenne ainsi que pour la qualité et pour la rapidité de l'exécution des travaux.

b) Ecole européenne de Bruxelles

C'est toujours l'Ecole européenne de Bruxelles qui connaît la situation la plus difficile. Comme vous le savez, faute de place, les enfants âgés de moins de 5 ans n'ont pas pu être admis cette année à la section maternelle.

Cependant la situation s'améliorera sans aucun doute dans les prochains mois. Le gouvernement belge a en effet décidé de construire sur le terrain occupé actuellement par l'Ecole, un bâtiment en matériaux préfabriqués d'une vingtaine de salles de classe. Ce bâtiment sera achevé en septembre ou en octobre. Ainsi les problèmes les plus urgents pourront être résolus.

D'autre part la construction de l'annexe de Woluwé destinée à recevoir les classes primaires dédoublées commencera incessamment. Ce nouveau bâtiment est indispensable pour permettre à l'école de fonctionner dans des conditions normales, tout en accueillant chaque année les nouveaux élèves qui ont le droit d'être admis.

Je tiens à remercier le gouvernement belge et en particulier le Ministre des Travaux Publics pour la rapidité avec laquelle il a décidé de construire un bâtiment supplémentaire d'une certaine importance sur le site actuel de l'Ecole européenne de Bruxelles. La décision a été prise en un peu plus d'un mois. Ce fait mérite d'être souligné.

c) Ecole européenne de Varese

Malgré la construction de dix classes achevées il y a un an, l'Ecole européenne de Varese souffre encore d'un manque sérieux de locaux. La construction d'une annexe implantée dans un autre lieu que Varese devient de plus en plus urgente. Ce problème a d'ailleurs déjà été évoqué au cours des deux dernières réunions du Conseil et j'espère que le gouvernement italien le résoudra avec la même bienveillance que dans le passé.

d) Ecole européenne de Bergen

Dans son rapport de rentrée le Directeur de l'Ecole européenne a déjà attiré l'attention du Conseil supérieur sur la nécessité d'agrandir l'école pour l'année scolaire 1973-1974. J'espère que pour cette date, le gouvernement néerlandais pourra construire une partie des bâtiments définitifs. En tout cas compte tenu de l'accroissement qui se fait à partir des classes inférieures, les bâtiments actuels ne pourront plus suffire à la rentrée scolaire de septembre 1973.

e) Ecole européenne de Mol et de Karlsruhe

Aucun problème de locaux ne se pose actuellement dans ces deux écoles.

II. PROBLEMES D'ELARGISSEMENT

Admission du Royaume-Uni au Statut de l'Ecole européenne

Depuis plusieurs mois des contacts avaient été établis entre des représentants du gouvernement du Royaume-Uni et les Ecoles européennes dans le cadre de l'élargissement futur des Communautés européennes. En mars une délégation dirigée par MISS HARTE Under-Secretary, Department of Education and Science et comprenant des inspecteurs et un représentant du Schools Council a visité l'Ecole européenne de Bruxelles et a eu des conversations avec votre Représentant.

A la suite de ces contacts et de cette visite, le gouvernement du Royaume-Uni a demandé à adhérer au Statut de l'Ecole européenne. Il a adressé sa demande au gouvernement luxembourgeois conformément à l'article 31 du Statut.

Cette demande d'adhésion figure à l'ordre du jour de la réunion non élargie, mais compte tenu de l'importance considérable de l'événement, j'ai tenu à l'évoquer également devant la réunion élargie. Elle marque un pas important dans le développement des Ecoles européennes et doit aboutir à un élargissement et à un nouveau développement de celles-ci. Même s'il s'agit d'une suite logique des décisions prises dans le cadre de la Communauté, je crois néanmoins qu'il s'agit d'un fait particulièrement heureux dont le Conseil supérieur a tout lieu de se réjouir.

III. PROBLEMES JURIDIQUES

a) Signature de l'Accord entre le Gouvernement du Grand-Duché de Luxembourg et le Conseil supérieur

En mai 1972 le Conseil supérieur a approuvé un projet d'Accord avec le gouvernement du Grand-Duché de Luxembourg et a autorisé son Représentant à le signer.

L'Accord a été signé le 13 octobre 1971.

b) Application de la Convention entre le Gouvernement italien et le Conseil supérieur

Au cours de sa réunion de décembre 1970, le Conseil supérieur a approuvé le texte d'un protocole additionnel à la Convention entre le Gouvernement italien et le Conseil supérieur et a autorisé son Représentant à le signer.

Ce Protocole a été signé en mai 1971 à Paris à l'issue de la réunion du Conseil supérieur.

IV. PROBLEMES ADMINISTRATIFS ET FINANCIERS

a) Statut du personnel enseignant

Le Conseil supérieur a approuvé par la voie de la procédure écrite les propositions du Comité administratif et financier relatives aux émoluments du personnel enseignant (document 72-D-71/1 du 28 janvier 1972).

Conformément à la décision du Conseil supérieur les nouvelles dispositions ont été appliquées dans les Ecoles européennes avec effet les unes au 1er juillet 1971, les autres au 1er octobre 1971.

Le Conseil supérieur a également approuvé par la voie de la procédure écrite les propositions du Comité administratif et financier relatives aux barèmes des traitements du Représentant du Conseil supérieur (document 72-D-81/1).

En outre par décision du 25 mars 1972 le Conseil des Ministres des Communautés européennes a modifié les coefficients correcteurs applicables aux différents sièges. Conformément à l'article 23 du Statut du personnel enseignant les nouveaux coefficients correcteurs ont été également appliqués aux enseignants avec effet au 1er janvier 1972.

	<u>Anciens coefficients</u>	<u>Nouveaux coefficients</u>
Belgique	100	104,2
République Fédérale d'Allemagne	98,4	100,76
Italie	100,6	102,81
Grand-Duché de Luxembourg	100	104,2
Pays-Bas	101,5	105,66

b) Situation du personnel administratif

En juin 1965, le Conseil supérieur a décidé que les membres du personnel administratif devraient être recrutés selon les conditions locales, que les Conseils d'administration étaient chargés de fixer les traitements, étant entendu que le traitement le plus élevé ne pourrait pas dépasser le maximum de la rémunération prévue pour les fonctionnaires des Communautés européennes appartenant à la catégorie C.

L'application de cette décision crée actuellement de grandes difficultés.

1. Les Comptables de la Commission sont classés en B. Les Ecoles européennes ne peuvent donner à leurs comptables au maximum que la rémunération prévue pour les fonctionnaires de grade C. Il y a donc un déclassement pour les comptables des Ecoles européennes. Les autres membres du personnel administratif, qui ont normalement des traitements inférieurs à ceux des comptables, sont aussi déclassés.
2. Les Conseils d'administration doivent fixer les barèmes des traitements en fonction de la situation locale. Ils ne disposent pas en général des informations nécessaires pour prendre des décisions. Ils sont embarrassés chaque fois qu'ils sont confrontés avec le problème du réajustement des traitements. Il est certain que la situation serait améliorée si le Conseil supérieur définissait une méthode de fixation et d'adaptation des rémunérations.
3. Le personnel administratif, qui vit en contact avec le personnel enseignant, a le sentiment d'être victime d'une discrimination, car il n'a aucun Statut et aucune règle fixe ne lui est applicable.

Il va de soi que le Conseil supérieur n'est pas en mesure de trouver immédiatement une solution à ce problème. Mais je voudrais le prier de donner mandat au Comité administratif et financier d'étudier le problème et de faire un rapport à son sujet pour la réunion de décembre 1972.

c) Financement du budget de l'Ecole européenne de Luxembourg

Au cours de sa réunion de décembre 1971 le Conseil supérieur a décidé d'appliquer pour le financement du budget de l'Ecole européenne de Luxembourg les règles qui sont appliquées aux autres Ecoles européennes. Cette décision a pour effet d'éliminer pour l'avenir les difficultés que le Représentant du Conseil supérieur a signalées dans son rapport de 1970.

Cependant il reste encore un vestige de l'ancien système : certains Etats-membres ont encore des comptes débiteurs auprès de l'Ecole européenne de Luxembourg. Je les prie de bien vouloir verser les sommes le plus rapidement possible afin d'éliminer cette séquelle du passé.

V. PROBLEMES PEDAGOGIQUES

a) Changement de Directions

Au début de l'année scolaire la Direction a changé dans cinq des six Ecoles européennes. Dans chaque cas le nouveau Directeur est ou bien un pédagogue qui avait déjà dirigé une ou plusieurs autres Ecoles européennes ou bien un professeur qui avait une longue expérience des Ecoles européennes.

Au terme de cette année scolaire, il est permis de constater que le "roulement" des Directeurs s'est assoupli dans d'excellentes conditions et qu'il n'a pas provoqué de difficultés dans le fonctionnement des Ecoles. Ceci est dû à la fois à la compétence des Directeurs et aux qualités de leurs collaborateurs. Je saisis cette occasion pour rendre hommage aux uns et aux autres.

b) Réforme de l'école primaire et de l'école maternelle

Le Comité pédagogique poursuit très activement l'examen de ce problème. Monsieur l'Inspecteur Général CHRISTIAENS a établi une excellente étude sur la question et je voudrais lui adresser ici tous mes remerciements pour ce travail important. Les membres du Conseil supérieur ont pu en prendre connaissance puisqu'il a été publié dans le Bulletin pédagogique.

Cette étude sera examinée dans chaque école. Ensuite un groupe de travail composé par des représentants des six Ecoles se réunira sous la présidence de Monsieur Christiaens et fera un rapport sur le document que Monsieur Christiaens a préparé. Le rapport du groupe sera soumis au Comité pédagogique. Celui-ci pourra présenter ensuite des suggestions au Conseil supérieur.

c) Révision du Règlement du Baccalauréat

Le Conseil supérieur a donné mandat au Comité pédagogique d'étudier le problème d'une réforme du Baccalauréat européen. Le problème figure à l'ordre du jour de cette réunion. Je ne dois donc pas m'étendre à ce sujet, sinon pour souligner que le système actuel est devenu trop lourd aussi bien des points de vue administratif et financier que du point de vue pédagogique.

VI. TRAVAIL DES COMITES DE PREPARATION

Comme chaque année les Comités de préparation ont étudié les nombreux problèmes que le Conseil supérieur leur avait demandé d'examiner. C'est grâce à leur travail fructueux que le Conseil supérieur peut siéger dans de bonnes conditions. Ce travail permet de clarifier les discussions et de limiter leur durée. Grâce aux rapports des Comités le Conseil supérieur est informé des différents aspects des problèmes qui se posent et il est en mesure de prendre des décisions en parfaite connaissance de cause.

Je crois être l'interprète du Conseil supérieur tout entier en leur adressant de chaleureux remerciements.

VII. PROBLEMES DIVERS

a) Bulletin pédagogique

Le Bulletin pédagogique reparait régulièrement depuis juin 1967. Depuis cette date 23 numéros et un numéro spécial, consacré au dixième anniversaire de l'Ecole européenne de Bruxelles, ont été publiés.

Je pense que le Bulletin pédagogique a un rôle à remplir sur le plan de la liaison entre les écoles. Et à cet égard je déplore que les articles des enseignants sont trop peu nombreux et ne suscitent guère de réaction de la part de leurs collègues. Je souhaiterais que le Bulletin pédagogique devienne un véritable forum où apparaissent les problèmes et les expériences des enseignants.

b) Fonds des Publications des Ecoles européennes

Le Fonds des Publications des Ecoles européennes poursuit la préparation d'un atlas destiné aux Ecoles européennes.

Il espère également pouvoir publier dans un avenir pas trop éloigné le manuel d'histoire contemporaine pour la 7ème année, qui est actuellement expérimenté sous forme de notes stencillées.

c) Réédition des horaires et des programmes

Les horaires et les programmes des Ecoles européennes ont été publiés pour la dernière fois en 1963. Depuis cette date de nombreux changements sont intervenus au point que le texte de 1963 est presque entièrement périmé.

Actuellement les horaires et les programmes français sont à l'impression. Ils seront sans doute disponibles en septembre prochain. En même temps nous essayons d'obtenir la traduction des programmes vers les autres langues de manière à pouvoir également rééditer les horaires et les programmes allemands, italiens et néerlandais.

d) Réunion des conseils interscolaires

Je ne voudrais pas manquer de souligner le travail important des conseils interscolaires. Groupant des représentants des différentes écoles par discipline, ils ont largement contribué aux études et aux réformes de ces dernières années. Qu'il s'agisse de mathématiques, de physique, de biologie, de langue maternelle, de deuxième langue ou des problèmes de l'école primaire, ils ont tenu de nombreuses réunions fructueuses, en général sous la direction d'Inspecteurs ou de Directeurs. Je voudrais particulièrement saluer les efforts de la Commission de mathématiciens qui depuis plusieurs années a jeté les bases de l'introduction de la mathématique moderne dans les Ecoles européennes. Les travaux ont eu pour résultat, non seulement de réaliser la réforme dans de bonnes conditions, mais également de renforcer la cohésion de l'enseignement de la mathématique dans les Ecoles européennes.

*

*

*

Enfin pour conclure je tiens à remercier très chaleureusement tous ceux qui ont contribué au bon fonctionnement des Ecoles européennes. J'ai déjà eu l'occasion de citer une partie d'entre eux dans les pages qui précèdent. A cet endroit je voudrais englober tous les membres de la Communauté scolaire dans mes remerciements pour leur contribution au succès de notre mission : tout d'abord enseignants et Directeurs qui ont la responsabilité directe des hommes et des femmes de demain ainsi que les Associations de parents d'élèves et le Comité du personnel dont je ne puis à souligner la participation fructueuse et constructive à nos travaux et enfin les Comités préparatoires dont j'ai déjà eu l'occasion de souligner les mérites. Mes remerciements s'adressent bien entendu aussi au Conseil supérieur lui-même dont les décisions sont toujours inspirées de l'intérêt des jeunes de nos Ecoles.

*

*

*